Procedure file

Informations de base

RSP - Résolutions d'actualité	2022/2651(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur l?état des lieux de la coopération UE-Moldavie Sujet 6.40.15 Politique européenne de voisinage Zone géographique Moldavie		

Acteurs principaux

Parlement européen	

Evénements clés

05/05/2022	Débat en plénière		
05/05/2022	Décision du Parlement	T9-0205/2022	Résumé

Informations techniques

Référence de procédure	2022/2651(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Proposition de résolution		B9-0240/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0241/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0242/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0243/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0244/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0245/2022	02/05/2022	EP	
Proposition de résolution commune		RC-B9-0240/2022	02/05/2022		
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0205/2022	05/05/2022	EP	Résumé

Résolution sur l?état des lieux de la coopération UE-Moldavie

Le Parlement européen a adopté une résolution sur létat des lieux de la coopération UE-Moldavie.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left, et députés.

Solidarité avec la Moldavie

Tout en se félicitant de la grande solidarité dont ont fait preuve les citoyens de la Moldavie à légard des réfugiés ukrainiens qui ont fui la guerre dagression de la Russie, les députés sont convaincus que lUnion doit faire preuve du même degré de solidarité avec le peuple moldave.

Les députés rappellent que la gestion de près de 100.000 réfugiés qui ont trouvé refuge et transitent en Moldavie constitue une charge financière toujours plus lourde pour lÉtat moldave, qui se trouve lui-même dans une situation financière précaire sous leffet du ralentissement économique dû à la pandémie de COVID-19 et à la hausse des prix du gaz déclenchée artificiellement par Gazprom.

Par conséquent, la Commission devrait accroître son assistance financière et technique envers la Moldavie, y compris par une nouvelle proposition dassistance macro-financière (AMF) qui devrait être principalement composée de dons, plutôt que de prêts, afin de stabiliser la situation socio-économique de la Moldavie.

La Commission est invitée à :

- continuer à fournir une aide humanitaire par lintermédiaire du mécanisme de protection civile de lUnion, un soutien à la gestion des frontières par lintermédiaire de Frontex et de la mission de lUnion européenne dassistance à la frontière (EUBAM) relocalisée, ainsi quun soutien au transfert de personnes vers les États membres de lUnion dans le cadre de la plateforme de soutien à la Moldavie;

- élargir le mandat de lEUBAM afin de répondre à lurgence actuelle résultant de larrivée dun grand nombre de réfugiés en provenance dUkraine;

- présenter des propositions supplémentaires visant à garantir la libéralisation complète des transports et des échanges avec lUnion, telles que la suspension des droits à limportation sur toutes les exportations moldaves vers lUnion, laugmentation des contingents pour les produits agricoles moldaves et un accès plus aisé au marché du travail de lUnion pour les travailleurs moldaves;

- mettre en place des programmes daide spécifiques pour les femmes et les enfants réfugiés exposés au risque de la traite des êtres humains.

Candidature à ladhésion

Le Parlement sest félicité que la Moldavie ait présenté sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne le 3 mars 2022. Il a demandé aux institutions de lUnion daccorder à la Moldavie le statut de candidat à lUnion européenne, et, dans lintervalle, de continuer à uvrer à son intégration dans le marché unique de lUnion et à renforcer la coopération sectorielle.

Les députés ont souligné que, à linstar de lUkraine, la perspective concrète dadhésion à lUnion européenne serait un facteur despoir essentiel pour préserver le moral de la population moldave pendant cette période dinsécurité et de privation extrêmes. Ils ont demandé lenvoi dun signal politique clair et fort lors de la réunion du Conseil européen en juin 2022 concernant la démarche vers lEurope de la Moldavie.

Coopération et indépendance énergétique

Le Parlement a invité lUnion à fournir une assistance administrative et technique renforcée par la création dun groupe de soutien en Moldavie.

Soulignant quil est inacceptable que la Russie ait instrumentalisé lapprovisionnement en gaz pour exercer une pression politique sur la Moldavie, le Parlement a invité la Commission et les États membres à aider la Moldavie à garantir son indépendance énergétique, sa connectivité, sa diversification et son efficience, ainsi quà accélérer le développement des sources dénergie renouvelables.

Les États membres sont invités à acheter conjointement du gaz naturel, du gaz naturel liquéfié et de lhydrogène par lintermédiaire dune plateforme commune également accessible aux pays des Balkans occidentaux et aux trois pays associés du partenariat oriental. Le Parlement a réaffirmé, dans ce contexte, sa demande dun embargo immédiat sur le gaz russe.

Les députés ont demandé aux institutions de lUnion dutiliser des financements durgence pour connecter rapidement la Moldavie au réseau électrique de lUnion, ainsi que de renforcer le soutien technique et financier de lUnion nécessaire pour garantir la résilience de la Moldavie contre les pressions extérieures dans le domaine de lénergie.

Soutien à lindépendance et à lintégrité territoriale de la Moldavie

Les députés se sont déclarés vivement préoccupés par les évolutions récentes de la situation dans la région transnistrienne et ont condamné ces événements, étant donné quils constituent de dangereux actes de provocation entrepris dans une situation sécuritaire très volatile.

Le Parlement a réitéré son ferme attachement à lindépendance, à la souveraineté et à lintégrité territoriale de la Moldavie à lintérieur de ses frontières internationalement reconnues. Il a rappelé son soutien à un règlement politique complet, pacifique et durable du conflit transnistrien, règlement qui devrait prévoir un statut spécial pour la Transnistrie au sein dun État moldave viable et ne devrait pas compromettre les aspirations européennes du pays.

Enfin, le Parlement a salué les initiatives visant à augmenter laide dans le domaine de la sécurité, notamment par lengagement du dialogue politique et de sécurité à haut niveau entre lUnion européenne et la Moldavie et par les mesures substantielles dassistance au titre de la facilité européenne pour la paix. Il a également demandé daider la Moldavie dans le domaine de la cybersécurité et des communications stratégiques afin daméliorer sa résilience face à déventuelles attaques russes.